PoP
Parti ouvrier et Populaire



Priorité au social, à l'écologie et à l'égalité

PROGRAMME COMMUNAL 2020

Votez PoP, résolument à gauche

2020, un tournant à bien des égards. Après cinq années d'austérité allons-nous poursuivre dans cette voie ? Voulons-nous une ville qui s'incline devant les injustices imposées par le canton de Neuchâtel et les chantages des grandes entreprises ou souhaitons-nous mettre en place un projet d'avenir, novateur, optimiste pour une ville utopique qui mise sur ses qualités et ses caractéristiques ?

Le POP propose, au fil des chapitres de ce programme, des revendications concrètes et sa vision d'une ville qui prend en compte les besoins de toutes et tous. Une ville inclusive prenant soin de son environnement et qui tourne résolument le dos à cette course au profit qui mène aux abîmes. Une ville mettant un terme à la politique d'austérité qui empêche toute perspective d'avenir. Nous croyons que ce changement est possible y compris à un niveau local. Nous souhaitons qu'il débute sans tarder.

Si vous partagez nos aspirations, rejoignez-nous !





Julien Gressot
Président de la section
de La Chaux-de-Fonds

Le POP

Rouge

Vert

Violet

La Chaux-de-Fonds. À la croisée des chemins…

La Chaux-de-Fonds est une ville que nous aimons toutes et tous. Elle se trouve à un tournant de son existence.

En effet, à un moment où les retombées économiques de l'industrie horlogère s'amenuisent, les patrons ont quitté la ville et la crise qui s'annonce va laisser des traces sur l'Arc jurassien. Or les décisions se prennent ailleurs et ont pour priorité la maximisation des profits sans égard pour la population de la région. Même au niveau local, les réformes cantonales de la fiscalité ont diminué drastiquement l'impôt des personnes morales. Alors qu'en 2012, la Ville faisait encore rentrer 29 millions de taxation des entreprises, cette somme est descendue aujourd'hui aux environs de 12 millions.

Nécessairement, ce type de pertes péjore les comptes et conduit à deux options qui le plus souvent se combinent : une hausse des impôts et des taxes sur les personnes physiques d'une part, et la diminution des prestations publiques d'autre part. Ces deux facteurs expliquent que beaucoup des travailleurs et des travailleuses d'une ville n'y résident plus et préfèrent ses régions avoisinantes, lesquelles pratiquent allègrement le dumping fiscal tout en bénéficiant des infrastructures de la cité. En conséquence, les ressources financières de la ville diminuent, le filet de protection sociale se troue et de plus en plus d'habitant·e·s tombent dans la précarité.

Dans le cas de La Chaux-de-Fonds, cette situation est empirée par la politique d'austérité menée par la Ville depuis 2015, laquelle pressurise son personnel, rend ses services déficients et bloque les investissements nécessaires à l'entretien et au renforcement de nos infrastructures. Elle nous empêche également d'entreprendre des changements pour anticiper et accompagner les mutations sociales, économiques et écologiques. Car, pour couronner le tout, les immenses défis liés au dérèglement climatique se dressent face à nous, et nous ne pourrons y faire face que si nous avons les moyens de nos ambitions.

La crise du Covid-19 a démontré une fois encore l'importance d'un service public fort, capable d'agir pour protéger la population, les emplois et la société. Les quarante dernières années ont été marquées par l'affaiblissement de l'ensemble des structures publiques, à commencer par les hôpitaux. Le POP se bat depuis toujours pour un service public fort, à la disposition de toutes et de tous. C'est le seul moyen de garantir une société juste qui puisse accompagner chacune et chacun. Cette crise, révélatrice de bien des dysfonctionnements de notre mode de vie, montre à quel point ce combat est juste et nécessaire : sans cette lutte, nous n'aurions par exemple plus eu d'hôpital public à La Chaux-de-Fonds.

Nous devons donc en finir avec la politique d'austérité et cette spirale négative ! Mais comment ?

En faisant front ! Avoir un projet clair et empoigner fermement notre avenir : telle est notre volonté.

Forgé·e·s par un climat rude qui les rend tenaces, les Chaux-de-Fonnier·ère·s ont toujours fait preuve d'un esprit volontaire et révolutionnaire. Ils et elles ont combattu pour leurs droits et leur liberté : nous revendiquons cet héritage et voulons poursuivre sur la même lancée !

Le système actuel enrichit les plus riches et appauvrit le plus grand nombre. Nous ne l'acceptons pas et continuerons de nous battre pour la justice sociale !

Notre projet : faire de La Chaux-de-Fonds une ville écologiquement innovante, socialement juste et économiquement durable.

Notre ville doit se réinventer. Les périodes de crises sont douloureuses, mais elles sont aussi l'occasion de nous repenser et de nous renouveler. La Chaux-de-Fonds, ville improbable par nature, a toujours su le faire, que ce soit suite au grand incendie de 1794 ou face à la crise horlogère. Nous sommes à un nouveau carrefour, dans une situation qui demande des actions courageuses. Le POP est prêt à les mener.

Nous voulons repenser la ville en la faisant entrer dans une nouvelle dynamique. Nous axerons nos efforts sur une relation harmonieuse entre l'environnement et ses habitant·e·s. Nous avons comme objectif de faire de la commune un pôle économique vert, basé sur les énergies renouvelables, les circuits courts, une agriculture de type agroécologique, biologique et sans pesticides (permaculture par exemple), une économie et une industrie les plus neutres possibles en matière d'émission de CO_2 et de pollution.

Plus encore, le POP veut que les fruits de ce développement reviennent à l'entier de la population. Notre objectif est d'augmenter la qualité de vie de chacune et chacun, en aménageant des espaces qui profitent à tous les usagers et usagères de l'espace public (zones piétonnes, cyclables, etc.). Nous voulons une ville dans laquelle tout le monde puisse s'intégrer et participer à la collectivité, une ville dans laquelle les travailleuses et les travailleurs aient envie de résider. Notre ville en a les moyens, et notre programme la poussera dans cette direction !

Tous les axes de notre projet respectent les trois couleurs du POP, ses trois piliers :

Le rouge, parce que nous voulons une société dans laquelle tout le monde trouve sa place, une société qui favorise une redistribution équitable des ressources, un partage des richesses et du pouvoir au profit de chacune et chacun, quelle que soit sa nationalité, sa profession ou son origine sociale.

Le vert, parce que sans une relation écologiquement respectueuse avec notre environnement, il n'y a pas d'humanité viable.

Le violet, parce que l'égalité est un droit, qu'elle doit s'appliquer à toutes et tous, et qu'il est temps que de réelles mesures viennent mettre un terme aux inégalités héritées du système patriarcal afin que nul·le ne soit discriminé·e selon son orientation sexuelle ou son identité de genre.

Nous devons en terminer avec une vision néolibérale et patriarcale du monde. Il est nécessaire de passer à un nouveau système : il nous faut nous réinventer !

Un programme, pour quoi faire ?

Plus qu'une simple liste au Père Noël, nous souhaitons construire un véritable projet de société. Toutes les propositions et revendications que vous lirez dans ce programme ont pour objectif de servir la vision que nous, militantes et militants, élues et élus, souhaitons mettre en place avec vous ! Ce programme servira de base de travail aux élu·e·s, qui s'engagent à en respecter les lignes directrices.

Cette société, nous la construirons avec vous, car la démocratie est pour nous synonyme d'horizontalité. Elle ne doit pas se faire uniquement en commission ou au Conseil général mais également dans la rue, en rencontrant la population et en portant réellement attention à ses besoins, ses envies, ses idées. C'est en discutant, en débattant et en écoutant que nous voulons forger notre action, sur laquelle nous nous engageons à rendre des comptes réguliers. À ce titre, nous avons réalisé un bilan de notre action politique lors de la dernière législature (2016-2020), en libre accès sur notre site Internet. Tout le monde est également libre d'y poser des questions auxquelles nous répondrons ouvertement.

Agir localement fait-il sens ?

De nombreux problèmes que nous, Chaux-de-fonnier·ère·s, rencontrons, tirent leur origine de mécanismes plus globaux. Les décisions prises à l'échelle du canton et de la Confédération ainsi que l'ordre mondial actuel sont des facteurs explicatifs de la situation de plus en plus désastreuse dans laquelle nous nous trouvons. À ce titre, la Ville ne dispose que d'une marge de manœuvre réduite.

Cependant, nous n'avons pas voulu concevoir notre programme dans les limites du « politiquement faisable » qui finit par endiguer toute réflexion de fond et conduit à rassembler tous les courants politiques dans une approche réformiste molle ou pessimiste. Nous voulons penser de manière prospective pour l'avenir de notre ville et de la société dans son ensemble. La crise du COVID-19 a montré que les collectivités publiques disposaient d'une marge de manœuvre bien plus importante que ce que les partisan·e·s du libre marché ne cessent de prétendre.

C'est pourquoi nous avons formulé à la fois des revendications locales mais également des objectifs plus globaux et à plus long terme. C'est en proposant un véritable projet de société que nous voulons susciter l'engouement et l'adhésion de la majorité pour un véritable changement de paradigme.

Un programme évolutif !

Nous voulons définir une nouvelle manière de vivre ensemble. Elle se concrétisera dans les projets que le POP entend réaliser. Pour autant, il est illusoire et dogmatique de prétendre pouvoir prévoir toutes les actions possibles et nécessaires pour les années à venir : c'est pourquoi ce programme est appelé à évoluer.

Nous ne trahirons aucune ambition, mais il est possible que de nouvelles opportunités se présentent au gré des réformes politiques, des mobilisations et de circonstances diverses. Nous serons flexibles, nous saurons nous adapter et tirer le meilleur parti possible de nouvelles situations tout en maintenant notre cap. Nous nous engageons à dresser un bilan sincère des actions, prévues ou imprévues, de notre parti à la fin de la prochaine législature.

Notre but est de créer une ville nouvelle, agréable pour toutes et tous, capable de relever les défis d'aujourd'hui comme de demain. Cela ne peut se faire qu'avec un esprit d'ouverture et une capacité d'adaptation aux évolutions de la société.

Introduction 6

Écologie 17

Fiscalité 23

Identités de genre 27

Pauvreté et précarité 31

(Dés)équilibre cantonal 35

Urbanisme et mobilité 41

Culture 47

Jeunesse 51

Économie locale 55

Services publics 61

Intégration 65

Populations vulnérables 71

Éducation et formation 75

Santé 79

Démocratie locale 83

Bilan 2016-2020 88

Écologie

L'écologie est un des plus grands défis de l'humanité du XXIe siècle et, fort logiquement, la thématique traverse tout notre programme. La nature a trop longtemps été dissociée de l'humain, et il est temps de sortir d'une société qui ne se soucie pas des dommages collatéraux qu'elle provoque sur son environnement. C'est pourquoi nous voulons des logements écologiques, des transports écologiques, des modes de vie écologiques et une économie écologique. La Chaux-de-Fonds doit à terme pouvoir appliquer la « règle verte », c'est-à-dire qu'elle ne consomme pas plus, en une année, que ce que la nature est capable de reproduire en un an. Cela implique d'en finir avec le mythe de la « croissance » infinie.

Concrètement, nous voulons pour la ville des bâtiments et des éclairages publics moins énergivores, si possible éteints la nuit. Nous voulons massivement recourir à l'énergie solaire, en rappelant que la ville possède un taux d'ensoleillement et une urbanisation particulièrement propices à cette solution. Nous voulons une électricité qui provienne de sources renouvelables publiques, l'optimisation de la consommation des appartements (aération, chauffage, eau chaude), la promotion du chauffage à distance et, surtout, une réduction de la consommation de toutes les formes d'énergie, car l'énergie la plus renouvelable est celle que nous n'utilisons pas. Ce ne sont que des exemples : bien d'autres mesures pourront accompagner les changements de comportements de la collectivité comme des individus.

Au-delà des infrastructures et de la consommation d'énergie, nous voulons également que La Chaux-de-Fonds s'attelle sérieusement à la sauvegarde de la biodiversité de sa région. Les insectes et les oiseaux disparaissent : faisons en sorte que nos sous-bois et nos parcs soient des refuges pour eux ! Incitons les habitant·e·s à installer des nids, comme on le fait déjà pour certaines espèces (le rougequeue à front blanc notamment). Les eaux sont polluées : contrôlons fermement les produits utilisés, dépolluons nos terrains et punissons les pollueurs. Les sols se tassent et s'érodent : soutenons les cultures respectueuses de la terre. La ville possède de nombreuses surfaces agricoles, passons à une agriculture respectueuse de l'environnement en soutenant les agricultrices et agriculteurs dans cette évolution. Montrons l'exemple !

Pour faire face à l'avenir, nous voulons mettre en place des lieux d'échanges, de débats et de formation pour favoriser l'évolution de nos mœurs et l'émulation en matière d'écologie. L'écologie doit également devenir une thématique intégrée à tous les niveaux des programmes d'enseignement de l'école obligatoire et post-obligatoire. Apprenons le respect de la biodiversité et de notre environnement, car les générations de demain hériteront de ce monde souffrant et nous devons leur donner les outils pour comprendre comment le soigner.

Une autre proposition concrète du POP consiste en l'augmentation de la surface cultivée aux alentours de la ville, afin de mieux nourrir ses habitant·e·s par des produits bio et régionaux. Pour ce faire, nous envisageons deux mesures complémentaires : l'augmentation de jardins communaux du style « Kikajons » et la création de jardins gérés par la Ville. Ces jardins auraient un objectif double, en proposant d'une part des denrées pour les commerces locaux et en offrant d'autre part, et seulement à leur demande, un environnement de travail aux bénéficiaires du chômage et de l'aide sociale, leur permettant de s'impliquer dans une activité productive.

Enfin, reverdissons la ville ! La Chaux-de-Fonds dispose de nombreux parcs, mais elle pourrait être encore plus verte, accueillir par exemple des toits végétalisés ou favoriser les plantations urbaines : en bref, retissons des liens entre les êtres humains et la nature. Notre ville, au cœur des montagnes jurassiennes, peut devenir une ville verte, fière de son développement durable : empoignons les problèmes à bras le corps, ne restons pas passives et passifs devant la crise écologique !



Concrètement, nous voulons :

- L'instauration de la « règle verte » à La Chaux-de-Fonds
- Un « plan climat » ambitieux
- L'allègement des mesures pour la pose de panneaux solaires dans le périmètre UNESCO
- Une incitation, pour les propriétaires d'immeubles, à moderniser l'isolation et les installations de chauffage (abandonner le mazout)
- La réduction de l'éclairage public et l'interdiction des éclairages des commerces la nuit, en tenant compte des risques que cela peut impliquer (harcèlement, passage piéton, etc.)
- Une exploitation des terrains communaux tournée vers l'écologie et la résilience
- Des jardins et des parcs publics qui favorisent la protection des espèces
- La protection de la nature régionale (Pouillerel, Parc du Doubs, etc.)
- La limitation des monocultures et la revitalisation des haies naturelles
- La dépollution des sols
- L'abandon complet des pesticides et des OGM

- Le soutien à l'agriculture respectueuse de l'environnement par des subventions aux paysan·ne·s
- Un élevage proportionné qui respecte le bien-être des animaux jusque dans leur abattage
- Une éducation à l'écologie à tous les niveaux de l'enseignement
- Un investissement dans les formations pour les métiers permettant la transition écologique
- La sensibilisation de la population à la protection de l'environnement et au respect de la biodiversité à travers les bibliothèques, les musées, le zoo, etc.
- Des structures communales proposant uniquement des aliments bio, locaux et de saison
- Un service gratuit d'aide à la réduction de la consommation d'énergie, en complémentarité avec ce qui existe déjà
- Davantages de parcelles de terre à louer du style « Kikajons », en favorisant les projets associatifs
- La création de jardins communaux, économiquement viables, fournissant la ville en fruits et légumes et offrant des activités aux bénéficiaires du chômage ou de l'aide sociale

Fiscalité

La fiscalité est une thématique sensible en ville de La Chaux-de-Fonds. Nous payons beaucoup d'impôts, parfois sans avoir l'impression que la situation financière du canton et de la Ville ne s'améliore, ce qui conduit à un sentiment d'incompréhension et de lassitude. De plus, la fiscalité et les frais liés à l'utilisation des infrastructures ne correspondent plus à la situation du XXIe siècle qui voit la mobilité individuelle augmenter. De ce fait, La Chaux-de-Fonds souffre d'un manque d'économie résidentielle et présentielle, car un grand nombre de personnes travaille dans notre ville sans y habiter ni y consommer. Il n'y a donc pas, ou trop peu, de retour à la ville des richesses qui y sont créées.

Or l'impôt est un instrument fondamental de redistribution des richesses. Celui-ci doit être progressif, car il est normal que les personnes les plus aisées contribuent davantage et que celles en difficulté soient soutenues. Actuellement, le taux d'impôt est plafonné, ce que nous souhaitons supprimer.

L'impôt seul nous permet d'avoir des routes de qualité, des écoles gratuites, des services publics (déneigement, parcs, transports publics, police, Bois du Petit-château, piscine, etc.) et des manifestations. Malheureusement, l'impôt tend à être de plus en plus souvent remplacé par des taxes. Or si celles-ci peuvent se justifier dans certaines situations (en faisant payer davantage les personnes qui ne contribuent pas à un service par leurs impôts par exemple), elles sont le plus souvent injustes car elles ne prennent pas en compte la capacité contributive. En effet, plus le salaire est bas, plus la taxe en représente un pourcentage élevé.

À terme, les taxes ne font qu'accroître les inégalités sociales entre des riches qui peuvent se permettre de les payer et des moins riches qui doivent réduire leurs activités (moins de soins, moins de dentiste, moins de vacances, etc.).

En tant que pilier économique de l'État, l'impôt doit être employé à bon escient, jamais gaspillé et consacré à des projets utiles et bien gérés. À cet égard, les organismes de contrôle démocratiques (commission financière notamment) doivent avoir les moyens de vérifier le bon usage des deniers publics et disposer d'un droit de regard sur la manière dont les emprunts sont réalisés. L'argent public doit permettre de fournir aux citoyen·ne·s des services de qualité, de la façon la plus efficiente possible mais sans pour autant exploiter les employé·e·s de la fonction publique.

De plus, l'impôt des entreprises doit absolument être réformé. Actuellement, les personnes morales bénéficient d'exonérations fiscales exorbitantes et injustes, et ce depuis les récentes révisions de la fiscalité cantonale. La Ville de La Chaux-de-Fonds ne perçoit que 12 millions, contre encore 29 millions en 2012. Sachant que le taux d'imposition n'est pas le critère principal d'implantation des entreprises, nous voulons que ce taux, l'un des plus bas de Suisse, soit uniformisé au niveau fédéral pour mettre un terme à une concurrence malsaine entre les cantons et en finir avec la sous-enchère fiscale qui donne aux personnes morales un pouvoir énorme sur les collectivités publiques.

Concrètement, nous voulons :

- Un système de taxation qui impose davantage les plus riches et les entreprises bénéficiaires afin de réellement redistribuer les richesses
- Une plus grande transparence des dépenses de l'administration
- Que le produit de la péréquation fédérale pour les charges géo-topographiques revienne directement aux communes concernées plutôt qu'au canton
- Un système de taxation qui prenne davantage en compte la distinction entre lieu de résidence et lieu de travail
- Une plus juste répartition des ressources cantonales
- La fin de la concurrence fiscale

Identités de genre

Les inégalités de genre doivent être combattues jusqu'à leur complète disparition. Les autorités communales ont déjà fait un bon travail pour garantir une égalité de traitement des personnes concernées, mais nous devons aller plus loin.

Les identités de genre et les préférences sexuelles de chacun·e ne doivent faire l'objet d'aucune discrimination. Chacun·e doit pouvoir vivre sa vie comme il l'entend, sans être contraint·e par le regard des autres, sans se sentir méprisé·e ou rejeté·e. Ainsi, nous soutenons l'idée que tous nos textes légaux soient exprimés en langage épicène. Il s'agit d'un pas symbolique dans la reconnaissance de l'égalité des genres.

Nous voulons par ailleurs développer une sensibilisation aux questions de genre durant la scolarité afin de conscientiser les élèves et leurs parents au poids des constructions sociales. En effet, les orientations sexuelles et les identités de genre doivent être respectées pour garantir des comportements respectueux de la part des générations futures, et c'est pourquoi les programmes scolaires consacrés à l'identité de genre comme à la sexualité doivent faire l'objet d'une réflexion pédagogique soutenue et oser des innovations, bannissant toute autocensure souvent inconsciente.

Enfin, afin de faire de l'espace public un endroit où tout le monde se sent en sécurité et libre d'afficher sa différence, il est important de mettre en place des mesures de lutte contre toute forme de harcèlement. En ce sens, nous soutenons les associations qui militent

pour les droits et la reconnaissance des personnes LGBTIQ+, les événements culturels consacrés à la question des identités de genre et de l'orientation sexuelle. Les images qui marquent notre espace public ont également une forte incidence sur le sentiment de bien-être ou d'exclusion. C'est pourquoi nous souhaitons l'interdiction de toute imagerie sexiste. Le Conseil communal pourrait charger un groupe d'experts de la question pour juger des différents cas.

Outre la formation et la sensibilisation à la violence de comportements parfois banalisés, nous désirons permettre à chacun·e d'acquérir les réflexes nécessaires en cas d'agression, de viol, de violence verbale, etc. Nous tenons également à ce que l'ensemble du personnel communal, et tout particulièrement la Sécurité publique, soit sensibilisé à ces questions afin que toute victime se sente soutenue et accompagnée par les autorités responsables. Enfin, nous voulons développer l'offre du Service d'aide aux victimes, victimes qui devraient également bénéficier également d'un service de soutien juridique et d'une cellule d'accompagnement thérapeutique gratuits. Nous souhaitons aussi soutenir les structures offrant des solutions d'hébergement et garantir un nombre suffisant de lits pour permettre à toute personne concernée de rompre avec un quotidien violent.



Concrètement, nous voulons :

- L'usage de la forme épicène dans les textes officiels de la Ville
- La sensibilisation à la thématique du genre à l'école en vue du respect des identités et des orientations sexuelles de chacun·e
- Une formation du personnel de l'administration communale sur les questions de harcèlement et sur les violences basées sur le genre
- Un soutien accru aux cellules de soutien pour accompagner de manière adéquate toutes les victimes
- La création d'un congé parental digne de ce nom pour les employé·e·s de la fonction publique, et une pression pour obtenir un congé parental au niveau suisse
- Des campagnes de sensibilisation contre le harcèlement sous toutes ses formes (de rue, mobbing, etc.)
- La suppression de toute image sexiste dans l'espace public
- La reconnaissance et le soutien moral et juridique aux familles arc-en-ciel
- Le soutien aux associations œuvrant pour la reconnaissance et les droits des personnes LGBTIQ+

Pauvreté et précarité

La précarité se généralise. De plus en plus de personnes sont susceptibles de tomber dans la pauvreté même lorsqu'elles ont un travail. Les durcissements de l'assurance-chômage ont permis d'en redresser les chiffres et de prétendre à une amélioration du marché de l'emploi, avec pour seul effet réel de sortir davantage de demandeurs·euse·s des statistiques et de les envoyer à l'aide sociale. Cette dernière est actuellement attaquée par la droite, qui estime que les personnes bénéficiaires sont trop généreusement traitées. Nul ne mentionne les « working poors », ces personnes qui travaillent mais ne peuvent vivre de leur salaire et dépendent donc de l'aide sociale, et on oublie trop facilement les difficultés d'intégration sur le marché de l'emploi ou l'augmentation des formes d'emploi précaires. Rappelons qu'environ un tiers des bénéficiaires de l'aide sociale est constitué de personnes ayant un emploi, souvent au sein de familles monoparentales, et qu'un autre tiers est composé de mineur·e·s ne pouvant en aucun cas être considéré·e·s comme responsables de leur situation.

Le service de l'action sociale de La Chaux-de-Fonds est dans la tourmente depuis plusieurs années, et ce malgré les nombreuses demandes du POP pour davantage de transparence. Nous demandons que la lumière soit faite sur sa gestion. Nous voulons que le service retrouve un fonctionnement permettant aux bénéficiaires d'avoir accès aux prestations auxquels ils et elles ont droit, mais également un suivi personnalisé favorisant un retour à une meilleure situation. Ce dernier point est essentiel pour les jeunes adultes ayant besoin d'une aide ponctuelle. La remise sur pied d'un service qui fonctionne correctement passe également par une refonte des

lois cantonales et fédérales afin qu'elles considèrent les bénéficiaires du service comme des êtres humains à aider et non comme des statistiques à gérer. Il faut en revoir entièrement le fonctionnement afin de créer une société plus juste. À l'heure où même les retraité·e·s sombrent dans la précarité et doivent toucher des prestations complémentaires pour pouvoir manger jusqu'à la fin de leur vie, les failles de la mentalité néolibérale qui domine notre société sont de plus en plus flagrantes.

Nous voulons donc que les aides publiques permettent à chacun·e de vivre dignement. Et nous voulons aussi mettre en place de vrais programmes d'intégration pour lutter contre l'exclusion des individus. En ramenant chaque personne concernée vers des emplois correctement rémunérés, nous pouvons tenter d'inverser la vapeur en ville de La Chaux-de-Fonds et permettre à toutes celles et tous ceux qui en ont besoin de bénéficier de l'aide de la collectivité pour sortir la tête de l'eau.

Dans un des pays les plus riches du monde, ne pas combattre la pauvreté est inacceptable ! À ce titre, il est inadmissible que de plus en plus de travailleur·euse·s terminent leur vie dans la pauvreté, et nous voulons mettre en place un système de retraite garantissant une vie digne, comme l'AVS n'aurait jamais dû cesser de l'être. L'augmentation des rentes de l'AVS serait d'ailleurs un excellent moyen de réduire les prestations complémentaires, souvent porteuses de honte ou méconnues des personnes qui pourraient en bénéficier.

Concrètement, nous voulons :

- Un service de l'action sociale efficace, fonctionnant de manière équitable pour toutes et tous et doté des ressources suffisantes pour accompagner chacun·e dans ses démarches de manière humaine

- L'accès à l'audit du service de l'action sociale permettant de comprendre les problématiques du service de l'action sociale depuis de nombreuses années

- Une information et un accompagnement sur les prestations sociales auxquelles chacun·e a droit

- Des programmes d'insertion professionnelle dans les fonctions communales, pour réinsérer les chômeuses et chômeurs en fin de droit ou les personnes à l'aide sociale

- Des formations continues de qualité et gratuites pour les habitant·e·s de la ville, afin de leur permettre de se former à un nouvel emploi

- Un accompagnement accessible pour toutes les personnes dépendantes (alcool, drogue, etc.)

- Une attention particulière aux jeunes touché·e·s par la précarité qui peuvent, avec un suivi plus poussé, trouver des solutions

- Une AVS respectant ses obligations constitutionnelles de permettre une vie digne (intégration du deuxième pilier, augmentation des rentes, déplafonnement pour les couples mariés, etc.)

(Dés)équilibre cantonal

La centralisation des institutions publiques dans le Bas du canton met en lumière deux problèmes : la croyance que la centralisation permet de faire des économies et le mépris des dirigeant·e·s cantonaux pour les régions dites « périphériques ». Ne pouvant pas changer les esprits de ces dernier·ère·s, nous pouvons cependant agir pour remettre en question la logique centralisatrice.

En effet, il est erroné de croire que la centralisation produit nécessairement des économies d'échelle. La création de structures de plus en plus grandes conduit à des problèmes de fonctionnement interne qui mènent souvent à des pertes d'efficacité. De plus, elle provoque des coûts importants pour la communauté en concentrant la population dans une région et en faisant augmenter loyers, coût de la vie et déplacements. Elle est également source d'exclusion pour les régions délaissées et répond à une logique purement financière.

Pour nous, le développement du canton passe par la réimplantation de services administratifs, d'écoles supérieures et d'autres grandes infrastructures sur l'ensemble du territoire, Vallées comprises, et au contact de la population. Avec une péréquation juste, garantissant une équité devant les charges, et un vrai impôt sur le bénéfice des entreprises, les communes pourraient alors constituer un véritable maillage de services publics. Il est pour nous inacceptable que La Chaux-de-Fonds soit reléguée à l'état de « banlieue industrielle ».

De même, l'argent public doit être équitablement redistribué dans le canton. Actuellement, les grandes infrastructures sont concentrées dans le Bas (Université, HE-Arc, etc.), ce qui induit des spirales d'attractivité positives et négatives pour les deux régions. De plus, les subventions publiques sont inéquitablement réparties. Par exemple, le Laténium est cantonal alors que le MIH ne reçoit qu'un maigre soutien du canton, La Plage reçoit des clopinettes (CHF 19'600.- plus un versement unique de 25'000 pour la 25e édition) comparées au NIFF (CHF 60'000.-) ou aux Jardins musicaux (CHF 98'000.-). La Bibliothèque de Neuchâtel (BPUN) reçoit davantage que celle de La Chaux-de-Fonds (BVCF) alors que toutes deux ont un mandat cantonal (différence de CHF 400'000.- en 2018). L'Université Populaire reçoit une subvention cantonale moins élevée que celle de La Chaux-de-Fonds. Etc.[1]

Évidemment nous ne demandons pas une baisse des subventions pour le Bas, mais bel et bien une augmentation des subventions dans les autres parties du canton.

Enfin, la redistribution de la péréquation fédérale est problématique. Actuellement, certaines communes font gagner de l'argent au canton sans rien recevoir de cette manne. Les critères géotopographiques notamment (principalement l'altitude et la déclivité du terrain) rapportent ainsi 23 millions au canton de Neuchâtel, millions qui sont ensuite versés dans les caisses cantonales sans distinction, alors que cet argent est originellement destiné à soutenir les communes devant faire face à des frais plus élevés (déneigement, chauffage, entretien des routes, etc.) en raison de leur situation géo-topographique.

En l'occurrence, ce sont 13 millions qui ne sont pas reversés à La Chaux-de-Fonds, somme qu'elle doit faire assumer à sa seule population. Nous voulons que cette injustice cesse et que ces sommes reviennent aux communes concernées. C'est pourquoi nous avons été le moteur de l'initiative sur une juste répartition de la péréquation financière.

Le POP entend peser de tout son poids pour stopper les politiques centralisatrices et favoriser le respect de toutes les régions du canton, ainsi que la prise en compte de leur réelle représentation politique. Pour un canton qui n'a de cesse de se plaindre de la faible écoute dont il bénéficie au niveau fédéral, il est un comble d'appliquer à l'interne les mêmes logiques dénigrantes.

1 Source : rapports intitulés « Panorama » sur les subventions culturelles que vous pouvez trouver sur : https://www.ne.ch/autorites/DJSC/SCNE/encouragement-culture/Pages/accueil.aspx

Concrètement, nous voulons :

- Une antenne de chaque service public cantonal dans toute région
- Une décentralisation de l'administration cantonale, avec une juste répartition des centres décisionnels dans tout le canton
- Une réelle représentation et un pouvoir des communes au Grand Conseil
- Une décentralisation des structures communales, pour rapprocher l'administration de la population
- Un renforcement des Hautes Écoles et des grandes infrastructures dans le Haut du canton
- Une juste redistribution de la péréquation fédérale, et un taux d'imposition unique sur tout le territoire

Urbanisme et mobilité

Pour une ville verte, le POP entend promouvoir un urbanisme qui réduit l'énergie nécessaire à la construction et au fonctionnement des bâtiments ainsi que les déchets produits. De manière générale, nous privilégions la réduction de consommation énergétique et l'utilisation d'énergies renouvelables les moins polluantes possibles. Nous voulons la diminution des déplacements en voiture, en favorisant les modes de déplacement écologiques (vélo, bus, marche, etc.) et en valorisant le développement des commerces de proximité. Pour cette raison, nous demandons des transports publics gratuits et accessibles à toutes et à tous. Ce mode de vie « de proximité » doit favoriser les rencontres entre habitant·e·s des différents quartiers, et ainsi maintenir la qualité des relations sociales, lutter contre la solitude, intégrer les différentes communautés et toutes les catégories socio-économiques de la population en évitant des stratifications au sein de la ville.

En construisant de manière à favoriser des comportements écoresponsables, nous rendrons la transition énergétique la plus agréable et la plus supportable possible. En développant les circuits courts et les commerces de proximité, nous redynamiserons l'économie locale, ce dont La Chaux-de-Fonds a particulièrement besoin. Notre ville connaît une tradition de jardins urbains et nous entendons défendre et accroître les surfaces qui leurs sont consacrées, en soutenant les associations comme les « Incroyables comestibles » qui œuvrent dans ce sens. Enfin, nous voulons mettre en avant le recyclage, notamment la réutilisation d'anciens mobiliers ou matériaux encore fonctionnels trop souvent remplacés pour des raisons purement esthétiques. En ce sens, nous

entendons développer les « repair cafés » et encouragerons les initiatives du même type. Nous pensons en outre que la déchetterie doit évoluer vers davantage d'échanges et permettre aux intéressé·e·s de récupérer ce qui y a été déposé.

Nous voulons également construire « la ville dans la ville », c'est-à-dire rénover les espaces urbains actuels de La Chaux-de-Fonds plutôt que de nous étendre toujours plus sur les espaces verts extérieurs. En permettant à toutes et tous de trouver en ville des appartements de qualité à des prix raisonnables, nous voulons favoriser les échanges et rapprocher les citoyen·ne·s. La Chaux-de-Fonds brille par son patrimoine architectural, elle doit le préserver et le valoriser. Le développement de ce patrimoine doit se faire en construisant des immeubles faits pour durer et non pour être rentables le plus rapidement possible, en se concentrant d'abord sur les rénovations des magnifiques bâtiments déjà existants.

Enfin, La Chaux-de-Fonds est l'une des rares villes de Suisse qui ne dispose pas de zone piétonne digne de ce nom. La voiture doit être reléguée à son statut de moyen de locomotion utile pour des longues distances, pour le transport de matériel encombrant et pour les déplacements d'urgence, mais être exclue au maximum des zones de vie. Réduire la voiture en ville, c'est améliorer la qualité de vie et la sécurité, diminuer la pollution, rendre la ville plus conviviale et faciliter l'accès aux commerces de détail et aux cafés. C'est aussi ouvrir la possibilité d'autres activités dans nos rues ainsi libérées du trafic : des concerts, des spectacles et autres manifestations en plein air, des points de restauration ambulants dans les parcs, des terrasses plus grandes, des aires de jeu, etc.

L'exemple de Pontevedra, une ville en Galice où « le piéton est roi » démontre que limiter la voiture est possible. Cette ville connaît d'ailleurs une augmentation de sa population, preuve du succès de cette politique qui a pourtant connu lors de sa mise en place une forte opposition.

Nous voulons aussi développer la mobilité douce, à commencer par les vélos et les trottinettes. En effet, les cyclistes se trouvent actuellement dans un environnement urbain peu favorable à leur sécurité.



Concrètement, nous voulons :

- Une vraie zone piétonne soutenue par une politique dynamisant la vie sociale et culturelle des espaces rendus aux piéton·ne·s
- Des transports publics gratuits sans diminution de l'offre et avec des cadences de dix minutes y compris le soir
- Des écoquartiers agréables et peu gourmands en énergie
- Un soutien aux coopératives sociales locales
- L'arrêt de la vente du patrimoine immobilier et foncier de la ville
- Lutter contre la spéculation immobilière sur le territoire communal
- L'augmentation de la taxe foncière
- Favoriser l'entretien du parc immobilier existant plutôt que de nouvelles constructions
- Le développement de la gérance communale, afin de garantir des loyers abordables et de renflouer les caisses de la Ville, en rachetant progressivement des immeubles locatifs privés et en plafonnant le prix des loyers
- La création de logements à loyers réduits pour les séjours professionnels ou de formation de longue durée dans la fonction publique, pour les collaborateur·trice·s et stagiaires venant d'ailleurs
- Faire baisser le nombre d'espaces commerciaux vacants en faisant pression sur les propriétaires et les gérances
- Des parkings d'échange desservis par des bus en quantité et en fréquence suffisantes
- Le développement de pistes cyclables
- L'encouragement de la mobilité douce par des mesures concrètes
- Une généralisation de la limitation de la vitesse en ville
- Un déneigement qui prenne en compte les personnes à mobilité réduite
- L'utilisation du droit de préemption pour le développement de projets d'intérêt public

Tissu associatif

La Chaux-de-Fonds est une ville de culture, et notamment de cultures alternatives. Comptant de nombreuses et nombreux artistes, des loyers modérés, des lieux de création et d'exposition dans tous les domaines artistiques, notre ville offre un environnement agréable et accueillant pour toute activité créative. Nous devons en être fier·ère·s, tout comme nous devons être fier·ère·s de notre culture sportive populaire. En ce sens, nous avons à cœur de valoriser les environs de la ville, lesquels permettent la pratique d'activités extra-urbaines de qualité, comme le vélo, le ski de fond, la luge et tant d'autres. La Chaux-de-Fonds est en effet une ville idéale pour pratiquer une activité physique, que ce soit dans les divers clubs sportifs ou individuellement dans notre nature. Il faut donc soutenir toutes les démarches qui en font la promotion qu'elles soient associatives, privées ou publiques comme le fait le programme « Midi Tonus ».

Les activités culturelles et sportives sont un indicateur de la vie d'une ville, une des raisons d'y venir et un facteur d'intégration. Dans notre ville, ces activités sont le plus souvent portées par des associations de bénévoles qui organisent de nombreux événements culturels, sociaux ou sportifs. Ces bénévoles contribuent à faire rayonner leur association et, à travers elle, La Chaux-de-Fonds elle-même. La Plage des Six-pompes ou Ludesco, par exemple, n'existeraient pas sans leurs bénévoles. Les deux événements se sont imposés comme des moments de rencontre symboliques et rassembleurs pour toute notre cité.

Ces associations chaux-de-fonnières doivent absolument être soutenues, et ce d'autant plus après la crise du COVID-19, qui en a mis plusieurs à mal

en les forçant à annuler leurs événements. Ce soutien est essentiel pour le POP, dont nous rappelons qu'il s'est opposé à la facturation du matériel que la Ville met à disposition des associations. En effet, une telle mesure implique un report des frais, mais aussi du travail sur des bénévoles déjà fortement investi·e·s et comporte un risque de désengagement de leur part. C'est pourquoi, à l'époque, nous avons pris contact avec toutes les associations locales pour pousser le Conseil communal à prendre conscience des risques que fait peser sa nouvelle politique à leur égard, et nous continuerons à les soutenir.

Enfin, de nombreuses associations chaux-de-fonnières véhiculent une histoire populaire. Ainsi, La Plage fut créée pour permettre aux personnes n'ayant pas les moyens de partir en vacances de se rendre « à la plage ». Le club de boxe propose des cours à bas prix, notamment aux migrant·e·s. Le Collège musical propose des prix bas, fixe ceux-ci en fonction des salaires des parents et le concept pédagogique qu'il a développé depuis des décennies est pensé de manière à permettre à toutes les couches sociales d'accéder à la culture musicale, notamment en pratiquant un instrument. Toutes ces initiatives sont construites sur des idées de partage, de justice sociale, d'intégration et d'égalité, qui visent à soutenir les plus défavorisé·e·s. Nous nous reconnaissons pleinement dans ces valeurs et nous engageons sur le terrain politique pour soutenir ces associations et ainsi favoriser une culture et un sport populaires, à destination de toutes et tous.

Concrètement, nous voulons :

- Favoriser les activités à destination de toutes et tous, en particulier des populations précaires, pour favoriser leur intégration (réfugié·e·s notamment)
- Le maintien du Collège musical dont la survie dépend des subventions de la Ville
- Un soutien à la Bibliothèque de la Ville et aux Bibliothèques des jeunes ainsi qu'aux musées et zoo de la ville
- L'abandon de la taxe de Viteos lors de la mise à disposition de l'électricité pour les manifestations locales à but non lucratif
- La gratuité de l'usage du sol et du matériel communal pour les associations à but non lucratif
- Un abaissement des exigences pour l'organisation d'événements publics
- Une offre culturelle et sportive adaptée à toutes et à tous notamment par une promotion du sport et de la culture populaires
- L'autorisation des graffitis sur certains bâtiments publics
- Un soutien fort aux associations locales et à leurs initiatives, ainsi qu'une augmentation de leurs subventions

Jeunesse

Dans la Suisse actuelle, il est de plus en plus compliqué de concilier vie professionnelle et vie familiale. Il est donc essentiel de créer des structures efficaces d'accompagnement aux familles. En ce sens, il faut d'une part que chaque parent puisse compter sur une place d'accueil pour ses enfants en pré- et parascolaire s'il en éprouve le besoin et, d'autre part, que ces places offrent par leur qualité à chaque enfant l'occasion de se sociabiliser et de bénéficier d'un soutien dans son développement personnel et scolaire.

Par qualité, nous entendons qu'un tel accueil est également l'occasion de transmettre des valeurs aux enfants, notamment en matière d'écologie (recyclage au quotidien, comportement respectueux de l'environnement…) mais également de nutrition (cantines bio et locales, sensibilisation à l'importance d'un équilibre alimentaire et aux éléments nocifs dans l'alimentation, participation à l'élaboration des repas…), de sociabilisation (respect des autres enfants, interactions de groupe, notions d'équité et de bienveillance…) et de culture (visites des musées, de la ville, des bibliothèques…).

Parce que l'encadrement et l'accompagnement des enfants est l'une des missions les plus importantes d'une collectivité, il convient également de garantir des conditions de travail agréables pour les personnes qui en ont la charge. En valorisant les professionnel·le·s et en étant à leur écoute, cela se répercutera directement sur les expériences des enfants.

Il faut également garantir les activités dont les enfants et les jeunes peuvent bénéficier durant les périodes de vacances. Les « Vacances découvertes » ainsi que les camps qui sont proposés par le Service de la Jeunesse sont essentiels, et nous voulons maintenir voire élargir l'offre. Pour de nombreux jeunes, de telles activités permettent de découvrir de nouveaux horizons et les poussent à se rencontrer et à tisser des liens.

Les places de jeu actuelles de la ville devraient ainsi être bien plus centrales et ambitieuses, donner envie aux jeunes de s'y retrouver et aux parents d'y accompagner leurs enfants. Nous pourrions recourir à des entreprises locales pour créer des aires de jeu plus originales et créatives, et réfléchir à leur animation par des professionnel·le·s ou des bénévoles.

Enfin, nous souhaitons que les adolescent·e·s puissent se sentir chez eux dans leur ville, en favorisant des activités « pour les jeunes et par les jeunes », en maintenant et en développant des espaces qui leur sont dévolus, comme le Skate Park. Nous voudrions qu'ils puissent vivre et organiser des expériences culturelles et communautaires dans les salles de concerts, bars et autres lieux qu'ils ont envie d'investir. Nous estimons devoir leur offrir un cadre sécurisant pour toutes ces activités, plus particulièrement, en ce qui concerne leurs sorties, par le développement de transports en commun nocturnes à des prix abordables, voire gratuits.



Concrètement, nous voulons :

- Un nombre de places d'accueil des enfants suffisant, qui corresponde aux besoins de la population
- Des conditions de travail optimales pour le personnel d'accueil des enfants
- La promotion du Parlement des Jeunes
- Un soutien au Service de la Jeunesse et notamment à ses activités dans les quartiers
- Des offres d'activités extrascolaires variées, nombreuses, au plus bas coût possible en fonction du revenu des parents
- Des places de jeu plus nombreuses et attractives!
- Améliorer les transports en commun en soirée et la nuit pour favoriser et sécuriser la vie nocturne
(desservir Bikini-Test efficacement, etc.)
- Développer le Skate Park et autres infrastructures
pour les adolescent·e·s
- L'encadrement de projets culturels ou d'activités « par les jeunes et pour les jeunes »

Économie locale

Nous pensons qu'il est temps de changer de paradigme économique. Plutôt que de laisser le marché plonger toujours plus de personnes dans la précarité, nous voulons relancer l'économie locale à l'aide des pouvoirs publics. Le modèle capitaliste néolibéral montre ses limites et sa violence partout dans le monde, nous devons y mettre un terme au plus vite pour en limiter les dégâts.

À l'heure actuelle, de nombreuses personnes aimeraient participer au développement de circuits courts. Malheureusement, s'investir dans de tels projets est difficile et risqué financièrement. En créant une structure publique chargée de favoriser cette transition, nous voulons réduire les risques financiers et encourager un tel mouvement. Une telle structure combinerait à la fois la création d'emplois et un soutien écologique proactif, tout en proposant un modèle d'agriculture alternatif. Cela permettra progressivement d'alimenter les structures publiques de la ville (cantines, cafétérias, etc.).

Dans la même logique, nous voulons que la commune mandate prioritairement les entreprises locales, afin de dynamiser la région. La tendance actuelle à engager des entreprises externes est un véritable cercle vicieux dont nous souffrons.

Nous voulons également favoriser la création de structures locales (assurances notamment) pour que la consommation des Chaux-de-Fonnier·ère·s bénéficie à leur région et nous souhaitons préserver les commerces existants. Cette valorisation de l'économie locale devra aller

de pair avec un développement urbain qui favorise la création de plusieurs pôles économiques dans le canton plutôt qu'une concentration à outrance dans certaines régions.

Pour favoriser les circuits courts, nous prônons un mode de consommation local. « L'abeille », notre monnaie locale, est en ce sens un début. Si le concept de monnaie locale chaux-de-fonnière fait suite à une proposition du POP, nous ne pouvons que regretter que sa forme finale s'apparente plus à une « carte-cadeau » qu'à une réelle monnaie. Mais cela reste un premier pas dans la bonne direction et, selon son succès, nous reviendrons avec de nouvelles propositions la concernant.

Nous pensons que notre société a besoin de la relocalisation de la production de tous nos biens de consommation. Dans cette optique, l'Arc jurassien, et plus particulièrement La Chaux-de-Fonds, a une belle carte à jouer. Nous sommes pour l'encouragement de la production locale de biens de meilleure facture et plus durables que des produits réalisés dans des conditions déplorables.

Le développement de la ville comme lieu de vie doit avoir pour corollaire le développement des commerces locaux. Mais la Ville doit faire mieux que ça. Elle doit favoriser la création de commerces. Les vitrines vides du Pod doivent être réoccupées, et cela ne passera que par des loyers accessibles. La commune doit intervenir fermement pour favoriser l'essor des petits commerces et soutenir les indépendant·e·s. Elle pourrait prendre des mesures en instaurant par exemple des taxes en cas de vitrines vides, des droits de préemption ou d'expropriation, etc. Afin de soutenir les petits commerces locaux, nous voulons également interdire la publicité dans la ville.

Enfin, la Ville doit continuer à questionner son rapport aux pendulaires, lesquel·le·s utilisent les infrastructures, augmentent la pollution et ne paient pas les impôts dont la ville a besoin. Nous militons pour que la perception des impôts prenne en compte le lieu de travail et pas uniquement de résidence.

D'autres mesures d'adéquation entre lieu de domicile et lieu de travail doivent également être encouragées, en incitant les travailleur·euse·s à résider à La Chaux-de-Fonds. Pour ce faire, nous voulons donner de réels avantages à ses habitants en instaurant par exemple des taxes sur les services communaux pour les personnes externes. En ce sens, une mesure qui oblige les entreprise à passer par l'ORP avant de recruter ainsi qu'à dûment motiver l'engagement d'un·e extra-cantonal·e pourrait aider à rééquilibrer une situation de plus en plus difficile pour les Chaux-de-Fonnier·ère·s.

Concrètement, nous voulons :

■ La création de structures publiques ou parapubliques créant de l'emploi et contribuant à une économie locale (agriculture, distribution, etc.)

■ La diversification du tissu économique pour le rendre moins dépendant de l'horlogerie

■ Une augmentation de la rétrocession de l'impôt frontalier

■ Un impôt prenant en compte le lieu de travail et non seulement le lieu d'habitation

■ La création et l'accueil de structures cantonales pour que La Chaux-de-Fonds reste un pôle économique

■ Le soutien aux entreprises locales, écoresponsables et qui embauchent dans la région, ainsi qu'un recours prioritaire à ces entreprises pour les tâches publiques

■ Une action proactive favorisant la création de nouvelles entreprises dont les buts iraient dans le sens d'une économie locale

■ Des avantages économiques réels pour les travailleur·euse·s résidant en ville, en instaurant des taxes sur les services communaux pour les personnes externes

■ La création d'un organisme municipal de crédit coopératif pour octroyer des prêts à des projets locaux et écoresponsables bénéficiant à la ville

■ L'imposition individuelle avec un taux identique pour tous les états civils



Services publics

L'exercice des droits démocratiques tels que nous les percevons (droit d'expression, droit à l'éducation, droit à une alimentation de qualité, droit de manifestation, etc.) implique de disposer de services publics de qualité et de proximité. L'éducation, nécessaire à la construction d'une pensée critique, est fondamentale pour qu'une démocratie soit fonctionnelle. La garantie des libertés d'expression et d'action de chacun·e dans le respect de l'autre est indispensable. Une information de qualité et la plus objective possible est garante d'un débat démocratique sain et serein. Enfin, la pandémie à laquelle nous avons dû faire face en 2020 a révélé à quel point nous sommes dépendant·e·s d'un service sanitaire fort et d'un personnel soignant compétent, en nombre suffisant et valorisé. C'est-à-dire un service public digne de ce nom.

Actuellement, les employé·e·s de la commune subissent de plein fouet la politique d'austérité du Conseil communal due pour l'essentiel à la politique cantonale, notamment du Conseil d'Etat. Les retenues salariales en vigueur depuis 2015 créent ainsi des inégalités de traitement entre les employé·e·s récemment engagé·e·s et les plus ancien·ne·s. De plus, l'engagement du personnel est fortement réduit depuis la crise et les services sont rognés jusqu'à l'os. Surmené·e·s, les collaboratrices et les collaborateurs sont plus souvent sujet·te·s à des arrêts-maladies longue durée, ce qui péjore le travail effectué. La vitalité du personnel de la Ville et la qualité des services à la population en pâtissent. Nous souhaitons faire cesser cette situation au plus vite afin de remotiver et de revaloriser le travail des employé·e·s de la fonction publique.

Nous voulons que chaque citoyen·ne se sente soutenu·e, respecté·e et accompagné·e par une commune forte et à l'écoute de ses besoins. Cela passe par des services publics ambitieux et proactifs face à tous les risques auxquels doit faire face l'individu durant sa vie (maladie, vieillesse, accident, etc.). Cela implique également la sauvegarde ou le rapatriement de certains services aujourd'hui bradés dans des compagnies privées (Viteos, TransN et, au niveau national la Poste, les CFF, etc.) ou délocalisés. Nous voulons user de tout notre poids, à tous les niveaux, pour recréer des services publics performants et de proximité dont l'objectif ne sera pas le pur profit mais le service aux citoyen·ne·s.

En recréant des services publics de proximité, nous garantirons que chacun·e se sente appartenir à une communauté. Il n'est par exemple pas acceptable qu'à l'heure actuelle, certaines antennes de l'administration cantonale soient difficilement accessibles sans véhicule privé, tout comme il est inacceptable que la Poste demande de plus en plus à ses « client·e·s » de se déplacer. Ce dernier exemple démontre que toutes les « sociétés parapubliques » devraient être des services publics universels et non des sociétés à but lucratif.

Concrètement, nous voulons :

- L'abandon de toute suppression d'infrastructure publique (bureaux postaux, guichets CFF, etc.) à La Chaux-de-Fonds
- La fin des mesures d'austérité pour le personnel de l'administration, particulièrement celles limitant les engagements nécessaires
- Une implication plus forte des employé·e·s dans les décisions de leur entreprise/structure/administration
- La création de services publics avec une gestion impliquant les usager·ère·s, visant réellement le service à la population et non le pur profit
- Le maintien d'un réseau de soins performant – et notamment un véritable hôpital de soins aigus – à La Chaux-de-Fonds
- Une Ville qui n'hésite pas à faire pression sur le canton pour défendre ses intérêts et ceux des Montagnes
- Une réévaluation des salaires de l'administration communale, pour que les différences salariales pour un même taux d'occupation entre le plus haut et le plus bas salaire soient au maximum d'un facteur 3

Intégration

Des siècles d'histoire migratoire diversifiée, fait exceptionnel pour une ville de la taille de la Chaux-de-Fonds, font sa richesse et sa vitalité. Les habitant·e·s doivent en tirer fierté. Notre Ville doit refuser le racisme et la domination d'une population sur une autre, pour devenir un espace prospère d'égalité socioéconomique dans lequel chacun·e trouve sa place. À travers l'écoute des diverses populations qui la composent et le soutien des initiatives des communautés locales, la commune doit avoir une politique proactive et novatrice d'intégration. La diversité culturelle doit être célébrée à travers des événements ouverts à toutes et tous.

Dans le contexte d'exacerbation de la violence contre les personnes migrantes sur le continent, La Chaux-de-Fonds doit devenir une ville refuge et intégrer le réseau de celles-ci. Notre ville sera un lieu accueillant permettant aux personnes migrantes de se sentir en sécurité, de reconstruire une vie sociale et de trouver une place dans notre société. Une carte d'identité municipale universelle, permettant de décliner son identité sans dévoiler son statut migratoire et d'accéder aux services publics municipaux, doit être mise en place sur le modèle de la Züri City Card de Zürich et être accessible à toutes et tous, y compris aux personnes sans papiers. La régularisation de ces dernières doit être soutenue afin de mettre fin au travail au noir et à l'exploitation de personnes qui se retrouvent sans droits. Alors qu'elle perd de la population, la Ville doit saisir l'occasion d'accueillir de nouvelles personnes désireuses de contribuer à notre cité et à son développement. Une personne qui contribue socialement et financièrement à une région doit pouvoir donner son avis sur la manière dont ses impôts sont utilisés. L'accès aux droits politiques tels

que le droit de vote, le droit de siéger tant au législatif qu'à l'exécutif et la naturalisation doivent être facilités, notamment afin d'impliquer un engagement politique plus important des populations étrangères. C'est d'autant plus important que le désintérêt pour la chose publique marque la vie politique du pays depuis plusieurs années.

Injuste et opportuniste, le dumping salarial qui profite de la précarité des personnes migrantes doit être combattu. Les personnes étrangères ou migrantes doivent devenir une force motrice de l'économie solidaire de la ville et non des personnes exploitées, assistées ou victimisées. Leur intégration sur le marché du travail doit être garantie, à égalité avec les Suisses. Elle passe par la reconnaissance des diplômes étrangers, l'accès aux cours de langue et la garantie d'un droit au séjour stable, indépendamment des décisions des employeurs. L'intégration socioéconomique des personnes migrantes sans emploi, en travail précaire, ou exploitées passe également par la création de coopératives sur le modèle de Top Manta en Catalogne. Ce type de projet doit être créé ou encouragé afin de faire travailler des personnes migrantes, avec des Suisses, à la production responsable de biens et de services bénéficiant à la population.

Enfin, la mixité sociale est aussi une question générationnelle. Trop nombreuses sont les personnes âgées isolées qui manquent désespérément de contact social pour se sentir encore intégrées à la communauté. Nous voulons créer des opportunités de rencontres, mais également soutenir les associations qui s'occupent de ces personnes. Nous devons nous occuper à part entière de nos ancien·ne·s, les intégrer et les soutenir, comme nous voudrions nous-mêmes être soutenu·e·s à leur âge. La création d'écoquartiers évoquée plus haut est une manière de continuer à les inclure dans la vie locale. Il est également possible de pratiquer des activités intergénérationnelles comme le Service de la jeunesse en développe actuellement, ce que nous encourageons et voulons voir encore progresser.

Concrètement, nous voulons :

- La création d'une carte d'identité communale universelle accessible aux sans-papiers

- Une véritable politique proactive d'intégration des migrant·e·s, avec création d'un poste dédié

- L'appui à la création de coopératives bénéficiant à la commune qui emploient des personnes en situation de précarité administrative ou économique

- À compétences égales, la priorité à l'emploi de personnes vulnérables pour les emplois communaux, à un salaire juste

- L'appui de la commune à la création d'un comité associatif indépendant de vigilance contre le racisme apte à faire de la médiation, à alerter les autorités sur une situation ou à agir en justice

- Des interventions et des sorties en milieu scolaire pour lutter contre le racisme et faire connaître l'histoire migratoire et la diversité culturelle de la ville

- La création de supports multilingues d'information sur les droits (travail, politique, accès à la santé, regroupement familial, asile, assurances, naturalisation, etc.) accessibles en ligne et à la Bibliothèque de la Ville

- La consultation des communautés locales et l'organisation de café-débats politiques, y compris avec des personnes n'ayant pas le droit de vote, pour discuter des projets de la commune qui les concernent

- La création d'une réunion politique annuelle consacrée à l'accueil des migrant·e·s réunissant des représentations d'autres villes refuges en Suisse et à l'étranger ainsi que des organisations de défense des personnes migrantes

- La célébration annuelle d'un festival culinaire international ouvert à toutes et tous, avec stands de spécialités et concours de cuisine

- Le renforcement de la mixité sociale et générationnelle dans les projets de construction et d'animation culturelle

- Des subventions pour permettre l'accès à un maximum d'activités pour les plus démuni·e·s

- Un accompagnement scolaire et post-obligatoire permettant d'ouvrir un avenir professionnel à chacun·e

- Favoriser l'accueil des migrant·e·s en offrant des formations et des sensibilisations à la culture locale (langue, structure sociale, valeurs, etc.), en soutenant notamment les associations actives sur le terrain

Populations vulnérables

Notre environnement est construit pour correspondre aux capacités de la majorité de la population. Cela conduit à la mise à l'écart de certains groupes qui, en raison d'un handicap, d'une blessure, d'une maladie ou autre, se trouvent confrontés à des obstacles supplémentaires au quotidien.

Nous voulons que toutes les structures publiques soient les plus adaptées possibles à tous les membres de notre société. Il n'est en effet pas acceptable que des personnes doivent demander de l'aide à chaque fois qu'elles veulent monter dans un bus, comprendre un panneau d'affichage ou prendre connaissance d'un changement de voie au départ d'un train.

Les nouveaux modes de communication peuvent également devenir une source de vulnérabilité. De plus en plus d'institutions recourent aux smartphones et à Internet alors qu'une partie de la population a encore de la difficulté à se servir d'un distributeur de billets ou ne souhaite pas y recourir. Ces évolutions sociales, qui ne tiennent pas compte des obstacles ou de la volonté de certain·e·s, sont synonymes d'exclusion et doivent être recadrées. Certes, la société évolue, mais elle ne doit laisser personne au bord du chemin. Les changements technologiques et le passage au numérique ne doivent pas se faire en forçant les gens à s'adapter sous peine d'être exclus, mais en leur laissant le choix et en les accompagnant. De plus, bien souvent ces technologies, sous couvert d'une facilitation d'accès, détruisent des emplois et complexifient les possibilités d'accéder au marché du travail, surtout en cas de réinsertion ou de reconversion. Elles doivent donc être utilisées judicieusement et ne pas devenir sources

d’exclusion. Enfin, chacune de ces structures consomme de l’électricité, des flux de données et produit beaucoup de pollution grise, sans compter qu’elles ne sont pas aisément recyclables. Leur multiplication n’est donc pas compatible avec un développement écologique à long terme.

Une société qui prend soin de ses membres doit également les accompagner tout au long de leur vie, et en favoriser la qualité le plus longtemps possible. Or actuellement, le vieillissement peut conduire à un isolement physique et/ou social important. C’est pourquoi le développement de notre ville doit veiller à réduire les obstacles que rencontrent les personnes âgées, que ce soit dans leur rapport aux nouvelles technologies, dans leurs déplacements ou autre. Par exemple, les feux des passages-piétons doivent permettre aux piéton·ne·s moins rapides de traverser sans risques, les déneigements doivent être pensés pour les personnes à mobilité réduite, etc. Il est primordial de favoriser des transports en commun adaptés, notamment en sensibilisant les employé·e·s des services publics (TransN, etc.).

Enfin, nous voulons favoriser le maintien à domicile avec des services d’aide adaptés qui ne soient pas axés sur la rentabilité de chaque minute, mais bien sur un service de qualité à la personne. Celles qui vivent dans ces situations de vulnérabilités doivent, plus que les autres, se sentir soutenues par la collectivité.

Concrètement, nous voulons :

- Un accès aisé et facilité aux infrastructures communales pour toutes et tous
- L’arrêt des discriminations pour les personnes qui n’utilisent pas l’informatique
- Des services publics adaptés aux personnes physiquement et mentalement vulnérables
- La prise en compte des personnes vulnérables dans les projets d’urbanisme et les activités culturelles de la commune
- Des consultations régulières des personnes vulnérables sur tout ce qui les concerne



Éducation et formation

Nous apprenons toute notre vie. C’est pourquoi il convient d’offrir à chacun·e des structures permettant de se former, afin de pouvoir comprendre le monde qui nous entoure, qui ne cesse d’évoluer et dans lequel nous devons toutes et tous trouver notre place. Les écoles doivent permettre aux jeunes de développer un esprit critique et libre. Elles doivent fournir les outils nécessaires à la compréhension de notre société et à penser l’avenir. Elles doivent transmettre des valeurs et non formater la jeunesse aux besoins de l’économie. Le rôle même de l’éducation est de permettre l’évolution de la société et de former de nouvelles générations capables de relever les défis à venir.

Nous voulons que l’école dispose de réels moyens pour garantir une éducation de qualité et un soutien adéquat aux élèves en difficulté. Trop souvent, la formation fait les frais de mesures de restrictions budgétaires ou de réformes davantage réfléchies pour correspondre à des impératifs financiers plutôt que pédagogiques. Nous voulons que la relation entre l’élève et l’enseignant·e soit mise au centre de l’enseignement. Que celle ou celui qui se forme puisse le faire dans des conditions adaptées à sa situation personnelle, étant entendu que nous n’avons pas tous et toutes les mêmes capacités et que l’école doit être suffisamment flexible pour s’y adapter.

Le POP, Parti Ouvrier Populaire, lutte depuis longtemps pour valoriser les formations manuelles. Il entend continuer à œuvrer en ce sens en promouvant ces métiers, producteurs de richesses et témoins d’un savoir-faire. Nous pensons que nombre des maux qui frappent les

travailleur·euse·s découlent notamment du manque de sens au travail et de la création de nombreux boulots sans réelle utilité. C'est pourquoi une valorisation de ces professions ainsi que des CFC nous semble juste et souhaitable pour la société. Nous pourrions encore davantage sensibiliser les élèves des écoles secondaires à l'intérêt de l'apprentissage et à la valeur du travail manuel. L'économie locale et écologique que nous souhaitons aura en effet besoin de main-d'œuvre qualifiée et motivée qui aime le bel-œuvre.

Nous voulons également soutenir la formation continue, nécessaire dans un monde aussi changeant que le nôtre. Ce n'est que par une offre de formation continue accessible que nous pourrons veiller à maintenir l'intégration de chacun·e dans la société. En expliquant les enjeux et le fonctionnement des nouvelles technologies, des assurances sociales ou des modifications politiques, chacun·e pourra comprendre le monde qui l'entoure, s'y intégrer et participer à son évolution.

Pour permettre le meilleur apprentissage possible, les personnes travaillant dans le secteur de l'éducation (enseignant·e·s, éducateur·trice·s, directeur·trice·s, etc.) doivent être impliquées dans les décisions en lien avec leur travail. Elles sont les plus à même de comprendre les enjeux de leur métier et doivent avoir leur mot à dire. Les décisions politiques hors-sol de gestionnaires ont causé suffisamment de dégâts dans tous les domaines, y compris celui de la formation (inadéquations, soutiens insuffisants, surcharges ou absurdités administratives, etc.). Il est temps que la logique soit montante plutôt que descendante, et que les besoins concrets soient traduits en politique, plutôt que de devoir appliquer des directives écrites par des expert·e·s qui n'auront jamais à s'y soumettre et qui, bien souvent, sont loin d'être au fait des réalités du terrain.

Concrètement, nous voulons :

- L'abandon d'un système éducatif basé sur la compétition et la concurrence, faisant croire qu'il est source d'émulation et stimulant, au profit d'un système éducatif basé sur l'entraide et la coopération, avec notamment comme objectif la formation d'un esprit critique

- L'implication des formateur·trice·s (instituteur·trice·s, enseignant·e·s, assistant·e·s socio-éducatif, etc.) dans les réformes scolaires et pédagogiques

- Le développement d'une offre de formation continue performante et de qualité en vue de la réinsertion professionnelle

- Un soutien renforcé aux élèves en difficulté dans les classes

- Une réflexion vis-à-vis du tout numérique, pour saisir les opportunités autant que garder un regard critique sur les nouvelles technologies

- Une réelle prise en compte des inégalités sociales dans l'apprentissage

- Une promotion des formations pour adultes, pour toutes et tous

- Une meilleure mise en valeur des métiers manuels et une meilleure présentation des CFC

Santé

La population suisse vieillit et son environnement devient de plus en plus toxique (eau infectée de micropolluants, air pollué, aliments bourrés de produits chimiques, etc.). Les coûts de la santé vont donc logiquement continuer d'augmenter, au bénéfice des assurances maladies et de leurs lobbyistes politiques. La récente pandémie due au COVID-19 est un parfait exemple des risques que nous courons, mais également de l'importance d'un système de santé fort et réactif.

Pour répondre aux défis de demain, nous voulons miser sur un changement de société afin de garantir un environnement moins nocif pour l'être humain, ce qui aura un impact sur les coûts à long terme. Cela passe par des lois protégeant la population, des mesures écologiques et une dépollution active des terrains, à charge des pollueurs. Et à court terme, nous voulons être à même de faire face au problème à travers deux approches : la prévention et la prise en charge.

En matière de prévention, il convient de favoriser au maximum le développement d'un mode de vie sain pour chacun et chacune d'entre nous. Sensibilisation à l'alimentation, à la malbouffe et aux ravages de l'industrie agro-alimentaire, aux conséquences des différentes drogues (légales ou non), aux bienfaits de l'activité physique, etc. Nous voulons également mettre en place des structures préventives gratuites, tels des contrôles dentaires et des soins de base pour toute la population, par exemple.

Concernant la prise en charge, nous voulons des services médicaux de qualité et de proximité. Cela implique de sortir les hôpitaux de la logique concurrentielle de rentabilité dans laquelle ils sont placés. La santé ne doit pas être un business, mais une préoccupation sociétale. Nous voulons que chacun·e puisse être pris·e en charge selon ses besoins et à proximité de son lieu de vie. Lorsque nous dépendons du système de santé, nous sommes vulnérables et il est fondamental que l'accompagnement soit le plus humain possible. De plus, comme la santé est liée aux conditions sociales de la personne, un service public de qualité et gratuit est seul capable de traiter chaque patient·e de façon équitable. Un tel système de santé devrait nécessairement intégrer les patient·e·s dans son fonctionnement afin de garantir que leurs préoccupations soient prises en compte.

C'est bien évidemment pour cela que le POP défend et défendra toujours la présence d'un hôpital de soins aigus dans les Montagnes, doté d'une direction locale et indépendante. Nous veillerons à ce que la nouvelle Loi sur le réseau hospitalier neuchâtelois (RHNe) soit appliquée dans le respect de la votation populaire du 17 février 2017. Mais plus globalement, nous ferons en sorte que l'objectif du système de santé soit de protéger et d'aider la population dans toutes les régions.



Concrètement, nous voulons :

- Une prévention active face aux risques de maladies liés à des modes de vie malsains (mauvaise alimentation, tabagisme, alcoolisme, sédentarité, etc.)
- Une augmentation de places d'accueil temporaire dans les EMS plutôt qu'en hôpital
- La création d'un réseau public de soins de proximité et de qualité
- La consultation des patient·e·s dans le développement du système de santé
- Une amélioration des conditions de travail du personnel soignant et du personnel d'intendance (augmentation des effectifs, diminution des couches hiérarchiques, valorisation des compétences, reconnaissance de la pénibilité, réduction de la charge administrative notamment induite par le contrôle pour les assurances, etc.)
- Le maintien voire le développement des cabinets et de la policlinique de pédiatrie
- Un réseau de soins à domicile public et dégagé des objectifs de rentabilité
- Le soutien au Centre de santé sexuelle - Planning familial
- La participation aux essais de dépénalisation des drogues douces

Démocratie locale

Trop souvent, l'expression démocratique est ramenée au seul droit de vote lors des élections ou des votations. Et dans notre canton, l'écart entre les décideur·euse·s politiques et la population est particulièrement élevé, comme de nombreuses votations l'ont révélé. Certes, le système de démocratie semi-directe suisse est l'un des plus enviés au monde en raison du droit à l'initiative et au référendum, mais cela ne doit pas nous empêcher de rester critique envers les problèmes que ce modèle de démocratie rencontre : fort taux d'abstention, surabondance de publicité électorale, mensonges politiques (RIE II, etc.), déconnexion des politiques, inégalités de moyens, lobbies très influents, médias privés et bien souvent partiaux, paquets indigestes et sans réels choix (RFFA), etc. Tous ces problèmes affaiblissent une démocratie réellement populaire qui devrait permettre à l'ensemble du peuple de s'autodéterminer librement.

Pour lutter contre ces défauts, nous voulons favoriser l'implication de chacune et chacun dans la vie politique. Son fonctionnement doit être clair et bien compris par la population qui doit reprendre conscience de sa responsabilité mais aussi de son pouvoir, à savoir que c'est elle qui choisit la société dans laquelle nous évoluons.

Pour ce faire, nous voulons organiser des rencontres publiques régulières entre les instances politiques et la population. Cela permettra une plus grande transparence et une meilleure compréhension des enjeux par le peuple et favorisera un échange de points de vue rapprochant les élu·e·s de leurs électrices et électeurs. Dans la même idée, nous voudrions également que nos instances dirigeantes puissent être révocables en cas

de manquement à leurs devoirs. Enfin, nous aimerions stimuler le vote, en supprimant les frais de timbre des enveloppes de vote, en installant davantage de boîtes de vote dans la ville, et en taxant symboliquement les abstentionnistes. Cette taxe devrait alimenter un fonds destiné à la formation et à la sensibilisation à la politique.

D'autres mesures bénéfiques pour la politique locale proviendraient probablement d'un meilleur encadrement des campagnes politiques. En plafonnant les frais de campagne, en imposant la transparence sur les dons aux partis et en interdisant les dons d'importance, en offrant un espace public identique pour chacun d'entre eux, en intégrant leurs flyers directement dans l'enveloppe de vote officielle, nous pourrions garantir un espace de discussion sain et serein à la population ainsi qu'une diffusion des arguments qui ne dépende pas des moyens financiers investis.

À l'heure de l'ère numérique, de nombreux outils existent qui permettent aux représentant·e·s politiques d'entrer en contact avec la population. Notre Ville devrait ainsi disposer notamment d'un espace informatique permettant à ses habitant·e·s de questionner les politiques mises en place et de transmettre leurs préoccupations. Plutôt que de mettre la population devant le fait accompli de certaines décisions (déménagement du marché à la place de la Carmagnole, etc.), nous voulons que de véritables consultations populaires puissent avoir lieu. Ce n'est qu'ainsi que de réels débats seront menés et que toutes les parties de la population pourront se sentir impliquées et écoutées. Redonnons le pouvoir à la population en l'intégrant dans les décisions courantes !

Concrètement, nous voulons :

- La mise en place de budgets participatifs permettant à la population de décider elle-même de l'attribution de certaines enveloppes budgétaires

- Une rencontre annuelle au minimum entre les instances politiques et la population lors d'une séance publique où toutes les personnes présentes auraient la possibilité de s'exprimer

- L'animation de soirées d'information, de discussion et de débat dans les différents quartiers de la ville en vue de toucher les personnes qui se tiennent en marge de la politique communale

- Un soutien au Parlement des jeunes pour son travail de formation à la politique

- Lors de projets d'importance, la mise en place de démarche participative, comme cela s'est fait avec les projets de piscine et du Zoo-musée

- La création d'un espace de débat informatique ouvert à toute la population

■ Une révocabilité des instances politiques par la population en cas de manquement à leurs devoirs

■ La suppression de l'affichage sauvage et son remplacement par des flyers d'informations distribués directement avec le matériel de vote

■ Une taxation des abstentionnistes afin de financer la création d'un programme destiné à la formation et à la sensibilisation politique de la population



Bilan 2016-2020

Le groupe POP a fait de nombreuses propositions durant la législature 2016-2020 auprès du Conseil général de la Chaux-de-Fonds. Voici un résumé de notre travail parlementaire :

■ Un plan climat urgent et ambitieux. Motion en cours de traitement. Ce dépôt de motion découle de l'invitation de Valérie Cabanes par Maria Belo, présidente popiste du Conseil général durant la législature (2017-2018). Valérie Cabanes a donné deux conférences, une publique et une à destination des élèves du Lycée Blaise-Cendrars

■ Défense des associations et du monde culturel et sportif de La Chaux-de-Fonds. Lutte contre l'augmentation du prix du transport de matériel et de la location de l'espace public

■ Rôle moteur pour que La Chaux-de-Fonds perçoive un juste retour de la péréquation fédérale

■ Défense de l'Hôpital

■ Défense du Collège musical

■ Lutte facer aux injustices cantonales

■ Lutte contre le bradage du patrimoine de la ville.

■ Demande de création d'un poste de délégué à l'intégration

■ A fait de La Chaux-de-Fonds une zone « hors-TISA »

■ Rôle moteur dans la rénovation du Musée d'Histoire naturelle

■ Défense du Service de l'Action sociale et des bénéficiaires avec une volonté d'obtenir tous les éclaircissements nécessaires.

■ Protection des espaces verts (Pouillerel, terrain de l'Ancienne, ...)

■ Soutien à l'économie locale avec la création de la monnaie locale l'Abeille à la suite d'une idée du POP

■ Paiement des heures des grévistes féministes durant le 14 juin 2019

■ Réflexions et demandes d'étude sur la mobilité en Ville (zone piétonne sur la Place du marché, réduction de la vitesse en ville, limitation du trafic de transit des camions, ...)

■ Défense des conditions de travail des employés communaux

■ Favoriser l'extension des panneaux solaires sur le Collège de l'Ouest par le biais d'une résolution

■ Demande de création d'un fonds pour lutter contre la précarité et aider le commerce local

■ Instauration d'une formule d'assermentation laïque pour engager les élu.e.s à la défense du bien commun. Proposition de changement du mode d'élection du Conseil communal pour améliorer le fonctionnement démocratique

■ Motion pour favoriser l'établissement du personnel soignant en ville de La Chaux-de-Fonds

■ Possibilité aux camions de restauration d'occuper davantage d'espace pour faire vivre la ville.

■ Lutte contre la politique d'austérité

■ Prise en compte de l'indice social dans les écoles.

■ Travail conséquent dans les différentes commissions

CDF.POP-NE.CH

POP LA TCHAUX

POPCDF

